

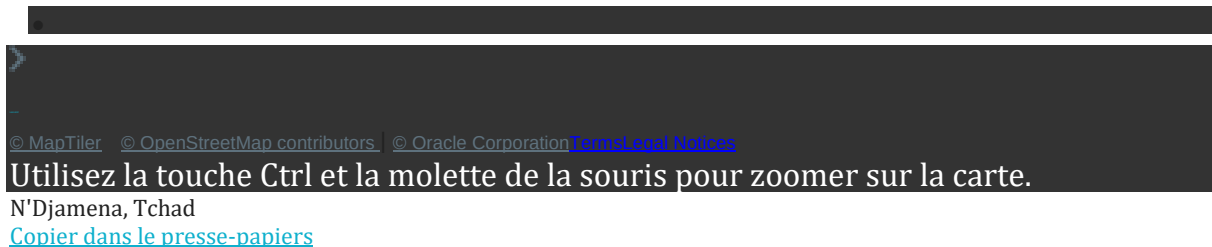
Analyste en suivi et évaluation[ouvert aux candidats internes & externes]

N'Djamena, Tchad

TENDANCES

INFORMATIONS SUR L'EMPLOI

- Identification du poste36201
- Date de publication08/12/2026, 21h47
- Postuler avant27/08/2026, 05:59
- Horaire de travailÀ temps plein
- Lieux N'Djamena, Tchad
- AgencePNUD
- GradeNPSA-8
- Type de poste vacantAccord national sur les services du personnel
- Domaine de pratiqueGouvernance
- BureauBureau régional pour l'Afrique
- Durée du contrat1 an
- Formation et expérience professionnelleUne maîtrise
- Langues requisesMaîtrise parfaite du français (parlé et écrit).
- Langues souhaitéesUne bonne connaissance de l'anglais et des langues locales est un atout majeur.
- Calendrier des postes vacants2 semaines



DESCRIPTION DE L'EMPLOI

Approche Tiers / Tiered Approach

Conformément à l'engagement pris de préserver les capacités et de soutenir le personnel déjà en poste au sein de l'Organisation, la majorité des postes vacants au PNUD, au FENU et au programme VNU sont publiés selon un processus de candidature à plusieurs niveaux, dans le cadre dont :

- **Niveau 0** : Personnel international du PNUD/FENU/VNU titulaire d'un contrat permanent (PA) ou à durée déterminée (FTA), dont les postes seront supprimés, ou dont les contrats seront résiliés ou non renouvelés en 2026
- **Niveau 1** : Autre personnel du PNUD/FENU/VNU titulaire d'un contrat permanent (PA) ou à durée déterminée (FTA)
- **Niveau 2** : Personnel du PNUD/FENU/VNU titulaire d'un contrat temporaire (TA), personnel sous contrat PSA régulier, et Volontaires des Nations Unies Experts et Spécialistes
- **Niveau 3 ou aucun niveau indiqué** : Tous les autres types de contrat du PNUD/FENU/VNU et d'autres agences, ainsi que les candidats externes

Veillez prendre note du ou des niveaux indiqués dans l'intitulé du poste vacant, le cas échéant, et vous assurer que vous remplissez les conditions requises pour postuler.

1. **Description du contexte**

Le Gouvernement de la République du Tchad, dans sa volonté de refonder l'État, a placé la décentralisation au cœur de sa stratégie de développement. Ce choix politique est porté par la Constitution de 2023 est marqué par l'adoption de nouveaux cadres législatifs en 2024 et opérationnalisé par la feuille de route nationale pour la décentralisation (FDR-D) adoptée en octobre 2025. Cette dynamique vise à transférer des compétences et des ressources vers les collectivités autonomes (Provinces et Communes) pour garantir un développement plus proche des citoyens.

En effet, la décentralisation au Tchad trouve ses fondements dans les évolutions politico-institutionnelles engagées depuis la Conférence nationale souveraine tenue en 1993. La Constitution de 1996, la consacra comme mode d'organisation territoriale posant le principe d'un État unitaire décentralisé et prévoyant la création de collectivités territoriales dotées d'une personnalité juridique, d'autonomie financière et de compétences propres.

Ce processus a été réinterrogé à la faveur du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS), qui s'est tenu à N'Djaména du 20 août au 8 octobre 2022, dans un contexte de transition politique. Ce dialogue historique a rassemblé partis politiques, société civile, autorités coutumières et religieuses, diaspora, afin de redéfinir les fondements du contrat social et institutionnel tchadien.

La critique du débat autour de la forme de l'État durant ces assises a conduit à opérer le choix d'un État unitaire décentralisé à travers un référendum constitutionnel le 17 décembre 2023. Ainsi, la Constitution de la 5e République consacre la décentralisation comme principe fondamental d'organisation de l'État, en posant les bases de la libre administration des collectivités autonomes et d'une architecture territoriale fondée sur deux niveaux de collectivités : les communes et les provinces.

Le Président de la République, le Maréchal Mahamat Idriss Deby Itno, a inscrit la décentralisation comme un des 12 chantiers prioritaires de son projet politique « Tchad uni, juste et prospère ». Le projet présidentiel a trouvé sa traduction stratégique dans le Plan national de Développement 2024-2030 « Tchad Connexion 2030 », qui fait de la décentralisation un levier majeur de transformation de la gouvernance territoriale et de réduction des inégalités.

C'est dans ce sens qu'un séminaire national sur la décentralisation (SND) s'est tenu à N'Djaména du 21 au 25 juillet 2025 et a constitué une étape décisive pour traduire les engagements constitutionnels et politiques en orientations opérationnelles. À l'issue de ce séminaire, une Feuille de route nationale pour la mise en œuvre de la décentralisation a été élaborée et validée avec l'appui technique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Structurée autour de 3 axes stratégiques, 32 actions, 93 sous-actions et 270 activités, la Feuille de route fixe les bases d'un plan d'action national réaliste et progressif, assorti d'objectifs mesurables, de responsabilité institutionnelle claire et d'un calendrier indicatif de mise en œuvre. Elle constitue un cadre de référence fiable pour les initiatives des partenaires techniques et financiers, en vue d'une matérialisation effective de la décentralisation au service du développement local.

C'est dans ce contexte que le Programme des Nations Unies pour le développement, partenaire de première ligne dans cette réforme de la gouvernance territoriale, a instruit et

lancé le projet « Renforcement de la Gouvernance pour le Développement Local », comme un levier opérationnel pour transformer ces réformes en réalités tangibles. Le projet RDGL s'articule autour de trois piliers majeurs notamment l'ingénierie institutionnelle, la redevabilité sociale et l'amélioration de la mobilisation des ressources financières locales pour financer les services sociaux de base et les infrastructures de production.

2. Portée des travaux

L'objectif principal de ce poste est de concevoir, de mettre en œuvre et de coordonner le système global de suivi-évaluation du projet RGDL afin de mesurer l'atteinte des objectifs, d'assurer la qualité des interventions et de documenter les succès et les leçons apprises.

L'Analyste en Suivi-Évaluation remplit les fonctions suivantes :

2.1 Système et outils de suivi-évaluation

- Développer et gérer les outils S&E pour mesurer les résultats, les impacts et la performance du projet ;
- Contribuer à la mise en place d'outil de suivi et d'évaluation des plans de développement (PDC, PIDP) des collectivités autonomes.

2.2 Suivi, évaluation et reporting

- Assurer le suivi et l'évaluation du projet et veiller à la conformité avec le PTA;
- Produire des rapports analytiques et recommander des actions correctives pour renforcer l'efficacité du projet ;
- Fournir des conseils techniques sur les exigences et les activités liées au S&E et à la GAR aux gestionnaires du projet RGDL ;

2.3 Renforcement de capacités et partage d'expérience

- Renforcer les capacités des équipes et collectivités à utiliser les outils de suivi et d'évaluation.
- Soutenir l'identification, la synthèse, la documentation et la diffusion des principales leçons apprises et des bonnes pratiques issues des activités de suivi et d'évaluation du projet afin d'identifier des idées ou pratiques innovantes pour leur mise à l'échelle ou leur reproduction.

Le titulaire du poste accomplit d'autres tâches relevant de son profil fonctionnel, jugées nécessaires au bon fonctionnement du Bureau et de l'Organisation.

3. Supervision

Sous la supervision générale du Conseiller Technique Principal, l'Analyste en Suivi - Evaluation travaillera sous la supervision directe du Spécialiste en Gouvernance et en étroite collaboration avec les différents acteurs institutionnels impliqués dans le processus de mise en œuvre de la feuille de route de la décentralisation notamment le MATD, le MFBEPIC, le MATHU, les faîtières des Collectivités autonomes, les provinces, les communes et la société civile pour assurer la mise en œuvre réussie du projet.

4. Compétences

Noyau

Obtenir des résultats : Niveau 1 : Planifier et suivre son propre travail, prêter attention aux détails et fournir un travail de qualité dans les délais impartis.

Penser de manière innovante : Niveau 1: Ouvert(e) aux idées créatives et conscient(e) des risques connus, fait preuve de pragmatisme dans la résolution des problèmes et mis en œuvre des améliorations continues.

Apprenez en continu : Niveau 1: Ouvert(e) d'esprit et curieux(se), partage ses

connaissances, tire des enseignements de ses erreurs et solliciter des retours pour continuer à progresser.

Adaptez-vous avec agilité : Niveau 1: S'adapte au changement, gérer de manière constructive l'ambiguïté et l'incertitude, et fait preuve de flexibilité

Agissez avec détermination : Niveau 1: Fait preuve de dynamisme et de motivation, est capable de rester calme et performant(e) face à l'adversité, et inspirer confiance.

S'engager et s'associer : Niveau 1 : Fait preuve de compassion et de compréhension envers les autres, et établir des relations positives.

Favoriser la diversité et l'inclusion : Niveau 1 : Apprécie et respecte les différences, est conscient(e) des biais inconscients et s'opposer à toute forme de discrimination.

Compétences transversales et techniques

Domaine Thématique Nom Définition

Orientation et stratégie des affaires Pensée systémique • Capacité à utiliser l'analyse objective des problèmes et le jugement pour comprendre comment des éléments interconnectés coexistent au sein d'un processus ou système global, et à considérer comment la modification d'un élément peut impacter d'autres parties du système

Gestion d'entreprise Gestion de portefeuille • Capacité à sélectionner, prioriser et contrôler les programmes et projets de l'organisation, en accord avec ses objectifs stratégiques et ses capacités ; Capacité à équilibrer la mise en œuvre des initiatives de changement et le maintien du business as usual, tout en optimisant le retour sur investissement

Gestion d'entreprise Surveillance • Capacité à fournir régulièrement aux managers et aux parties impliquées un retour sur la cohérence ou la divergence entre les activités planifiées et réelles, ainsi que la performance et les résultats du programme

Gestion d'entreprise Évaluation • Capacité à porter un jugement indépendant basé sur des critères et des repères établis. Capacité à anticiper les besoins et préoccupations à venir du client

Développement des affaires Génération de connaissances • Capacité à rechercher et à transformer l'information en connaissances utiles, pertinentes pour le contexte, ou réceptives à un besoin exprimé

Gestion du partenariat Gestion des relations • Capacité à collaborer avec un large éventail de partenaires publics et privés, à construire, maintenir et/ou renforcer des relations de travail, la confiance et la compréhension mutuelle.

Agenda 2030 : Engagement et efficacité Efficacité • Principes et normes de programmation ainsi que principes d'efficacité du développement.

5. Qualifications minimales

Éducation

- Un diplôme universitaire de deuxième cycle (master ou équivalent) en statistiques, gestion de projets ou Economie ; ou dans un domaine connexe est requis, OU

- Un diplôme universitaire de premier cycle (licence), associé à deux années supplémentaires d'expérience professionnelle pertinente, sera dûment pris en compte en lieu et place du diplôme universitaire de deuxième cycle.

Nombre minimum d'années d'expérience professionnelle pertinente

- Les candidats titulaires d'un master (ou équivalent) dans un domaine d'études pertinent ne sont pas tenus de justifier d'une expérience professionnelle. Les candidats titulaires d'une licence (ou équivalent) doivent justifier d'au moins deux (2) et d'expérience professionnelle pertinente, au niveau national ou international, dans les domaines de Suivi-évaluation.

Compétences souhaitées en plus de celles abordées dans la section Compétences

- Maîtrise des logiciels de gestion de données et des méthodes de collecte mobile ;
- Excellence rédactionnelle en français (capacité à rédiger des discours, des articles de fond et des rapports de synthèse) ;
- Créativité et plaisir relationnelle.
- Expérience confirmée dans l'exécution de programmes/projets de développement local, de préférence avec des agences UN.
- Avoir une bonne connaissance du fonctionnement des collectivités autonomes au Tchad.
- Bonne connaissance de la réforme de la gouvernance territoriale au Tchad ;
- Intégrité : Incarne les valeurs des Nations Unies.
- Professionnalisme : capacité à travailler sous pression et avec une autonomie relative.
- Communication : excellentes capacités rédactionnelles ;
- Très bonnes qualités relationnelles et capacité à travailler de manière inclusive et collaborative.

Langues requises

- Maîtrise parfaite du français (parlé et écrit).
- Une bonne connaissance de l'anglais et des langues locales est un atout majeur.

Certificats professionnels N/A

Égalité des chances

En tant qu'employeur souscrivant au principe de l'égalité des chances, le PNUD valorise la diversité en tant qu'expression de la multiplicité des nations et des cultures où nous opérons et, à ce titre, nous encourageons les candidats qualifiés de tous horizons à postuler à des postes au sein de l'organisation. Nos décisions d'embauche sont fondées sur le mérite et l'aptitude au poste, sans discrimination.

Le PNUD s'engage également à créer un lieu de travail inclusif où tout le personnel est habilité à contribuer à notre mission, est valorisé, peut s'épanouir et bénéficier d'opportunités de carrière ouvertes à tous.

Harcèlement sexuel, exploitation et abus d'autorité

Le PNUD ne tolère pas le harcèlement, le harcèlement sexuel, l'exploitation, la discrimination et l'abus d'autorité. Tous les candidats sélectionnés sont donc soumis aux contrôles pertinents et doivent respecter les normes et principes respectifs.

Droit de sélectionner plusieurs candidats

Le PNUD se réserve le droit de sélectionner un ou plusieurs candidats à partir de cette annonce de vacance de poste. Nous pouvons également retenir les candidatures et prendre en considération les candidats qui postulent à ce poste pour d'autres postes similaires au PNUD, au même niveau et avec une description de poste, une expérience et des exigences éducatives similaires.

Alerte aux escroqueries

Le PNUD ne facture aucune redevance à aucun stade de son processus de recrutement. Pour plus d'informations, veuillez consulter www.undp.org/scam-alert.